

#EGalim : la FNAB dénonce une « mascarade »

Par Christophe NOISETTE

Publié le 28/07/2017



Le lancement officiel des États généraux de l'alimentation (#EGalim) a eu lieu le 20 juillet 2017, en grande pompe, à Bercy... Une semaine plus tard, le ministre de l'Agriculture décide de ne prévoir aucun budget pour les aides à l'agriculture biologique dans les trois prochaines années. La [FNAB](#) qui défend les agriculteurs bio, estime que « *tout porte désormais à croire que les EGalim ne seront qu'une mascarade* ».

Le Président Macron et son gouvernement se sont lancés à corps perdu dans l'organisation des États généraux de l'alimentation (#EGalim) qui, selon les mots du ministère de l'Agriculture, « *visent à relancer la création de valeur et en assurer l'équitable répartition, permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail par le paiement de prix justes, accompagner la transformation des modèles de production (...), et enfin promouvoir les choix de consommation privilégiant une alimentation saine, sûre et durable* ». Il existe une forme d'agriculture, en France,

qui répond à ces objectifs : l'agriculture biologique.

Pourtant, il semble que le soutien à l'agriculture biologique ne soit pas une réelle priorité du gouvernement. La Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB) dénonce, dans un communiqué de presse intitulé « *Jeudi noir pour l'agriculture bio* » [1], « *un premier renoncement majeur [du gouvernement] en refusant de soutenir l'agriculture biologique* ». En effet, la FNAB précise que « *le ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, [a décidé] de ne prévoir aucun budget pour les aides à l'agriculture biologique dans les trois prochaines années. Aucune nouvelle conversion biologique ne sera possible* ».

La FNAB considère que le ministre de l'Agriculture préfère écouter « *ceux qui n'ont cessé de conduire l'agriculture française dans l'impasse actuelle* », en choisissant « *de préserver les déséquilibres en place depuis 1992 faisant passer les intérêts des plus puissants, FNSEA et AGPB [2] en tête, devant l'intérêt général* ». Stéphanie Pageot, Présidente de la FNAB, s'insurge : « *Cela témoigne d'un manque criant de courage politique face à l'agro-industrie et l'agro-chimie* ».

Selon l'association Agir pour l'environnement (APE) [3], « *l'enveloppe budgétaire consacrée à l'aide à la conversion et au maintien est pourtant notoirement insuffisante. La raison en est simple : elle a été fixée à 90 millions d'euros en 2012 (portée progressivement à 160 millions d'euros) et n'a pas suivi la dynamique de conversion. Résultat : les caisses sont vides et les paysans qui ont pris le risque de se convertir à la bio attendent les aides promises... en 2015 !!! Ces 160 millions d'euros ne représentent qu'à peine 2 % des aides européennes versées par l'Europe à l'agriculture française (7,44 milliards d'euros), alors que la bio représente 5,7 % de la surface agricole utile* ».

Emmanuel Macron n'avait-il pas annoncé au cours de sa campagne présidentielle qu'il souhaitait « *que d'ici 2022, l'ensemble de la restauration collective [propose] au moins 50% de produits biologiques, labels de qualité ou local [4]* » ? Comment pourra-t-il atteindre cet objectif sans soutien clair à l'agriculture bio ?

Et l'agriculture bio, n'est-elle pas aussi le modèle économique le plus dynamique actuellement sur le territoire ? N'est-elle pas celle qui permet aux agricultrices et agriculteurs de dégager des revenus décents ?

En toute logique, la FNAB conclut son communiqué en affirmant que « *tout porte désormais à croire que les EGAlim ne seront qu'une mascarade* ».

[1] http://www.fnab.org/images/files/espace_presse/CP_FNAB-280717_Jeudi-noir-pour-lagriculture-biologique-VF.pdf

[2] Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (syndicat majoritaire), et Association générale des producteurs de blé et autres céréales

[3] <https://alaide.agirpourenvironnement.org/>

[4] , « [OGM : ce que propose Emmanuel Macron, En Marche](#) », *Inf'OGM*, 8 mai 2017